

COLLECTION " LU POUR VOUS "

n°38 - juin 2024

Les besoins artificiels

Comment sortir du consumérisme

Synthèse du livre
de Razmig Keucheyan

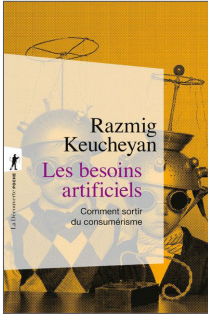
leDoTank

en partenariat avec



Synthèse rédigée par **Corentin SANTILLI**,

ENS Paris-Saclay, à partir de :



Razmig Keucheyan – *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme* – Éditions La Découverte – Collection Poche – 2023 [2019]

Razmig Keucheyan est docteur en sociologie, discipline qu'il enseigne à l'université Paris Cité. Il est également membre du Centre de philosophie, d'épistémologie et de politique (PHILÉPOL). Son œuvre s'inscrit dans la tradition marxiste.

La collection " Lu pour vous "

La collection " Lu pour vous " propose des synthèses de travaux académiques qui font référence sur des questions liées à la Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale des Entreprises (RSE).

Chaque thématique a vocation à être abordée par des auteurs ayant des opinions contrastées.

Ces notes de synthèse ne présentent pas un avis du DoTank et n'engagent pas sa responsabilité quant aux points de vue exprimés : elles n'ont d'autre ambition que de mettre à la disposition du lecteur des ressources pour sa réflexion et de lui donner envie d'aller plus loin dans la découverte des ouvrages et de leurs auteurs.

Les besoins artificiels

Comment sortir du consumérisme

Avant-propos

Alors que la RSE s'intéresse aux conséquences – pour le travailleur et l'environnement – de l'activité économique, Razmig Keucheyan montre en quoi le système capitaliste engendre des besoins artificiels aux conséquences délétères pour l'un comme pour l'autre.

Là où il existe des besoins authentiques, collectivement définis et légitimes, les besoins artificiels procèdent pour leur part des objets sans cesse nouveaux mis sur le marché, au prix notamment d'une exploitation intenable de la nature. Razmig Keucheyan propose *in fine* des solutions pour bâtir une démocratie écologique, qui assure la cohésion du corps social en même temps que la durabilité de la croissance.

Prologue

L'écologie de la nuit

Le capitalisme se caractérise par deux traits essentiels : le productivisme et le consumérisme. Or, le primat donné à la production, d'une part, et à la consommation, d'autre part, coïncide avec des besoins qui n'ont pas tous nécessairement à être assouvis.

L'éclairage artificiel reflète parfaitement l'ambiguïté des besoins que la société cherche à satisfaire. Il peut en effet répondre à un besoin légitime – par exemple celui de sécurité ou d'accompagnement des activités nocturnes – autant qu'à un besoin illégitime – dès lors que, par son caractère excessif, il génère de la pollution lumineuse.

Néfaste pour les humains et les animaux, coûteuse pour les finances publiques, la pollution lumineuse a été érigée en enjeu politique. Des mouvements de défense de la nuit sont nés, aux États-Unis comme en France, avec respectivement le Dark-Sky Movement à partir du début des années 1970 et l'Association nationale pour la protection du ciel nocturne en 1998. Les lois Grenelle I et II ont également intégré, dans leurs dispositions, la notion de « pollution lumineuse ».

Par cette étude de cas liminaire sur l'éclairage artificiel, Razmig Keucheyan entend illustrer la capacité de mobilisation des sociétés contre les besoins artificiels, en vue d'en réduire les conséquences sociales négatives.

1.

Une théorie critique des besoins

Alors que les sociétés occidentales font l'expérience des Trente Glorieuses et entrent dans l'ère de la consommation, cette dernière devient un but en soi.

Or, à la consommation érigée en but en soi, deux vices sont associés : le gaspillage, d'une part ; la nature structurellement productiviste du capitalisme, d'autre part, qui suppose l'augmentation constante de la productivité afin d'assurer la survie des entreprises dans un environnement concurrentiel. Le productivisme pose problème dans la mesure où il implique l'exploitation toujours accrue de ressources.

En plus d'être productiviste, le capitalisme se présente comme consumériste, trait qu'exacerbent la publicité, la facilitation du crédit depuis les années 1980 ou encore l'obsolescence programmée. La consommation effrénée répond *in fine* à des besoins artificiels, éloignés des besoins authentiques qui caractérisaient l'état initial : la tradition marxiste voit, dans cet écart, la marque de l'aliénation.

Dans un contexte de mondialisation, la dynamique productiviste et consumériste du capitalisme s'amplifie. La question des besoins devient alors le point de jonction entre, d'un côté, l'écologie politique, et, de l'autre, la critique de l'aliénation.

Les besoins authentiques sont ceux dont la satisfaction participe de la « vie bonne », c'est-à-dire d'une vie pleinement épanouie. Ils recouvrent plusieurs réalités. Ils peuvent d'une part, et d'abord, consister en des besoins biologiques absolus (manger, boire, dormir, etc.) : en leur apportant une réponse, la survie de l'organisme est garantie. Toute société démocratique prospère est censée les garantir (Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, 2009 ; Marcel Gauchet, *Le Nouveau Monde*, 2017).

Ils recouvrent d'autre part des besoins non biologiques, mais non moins parties prenantes à la « vie bonne », on peut y inclure par exemple la contemplation de la nature ou le besoin de découverte (réalisation de voyages, art, etc.). Cela n'empêche pas ces besoins non-biologiques – besoins autres que ceux correspondant aux seules nécessités vitales, dont la satisfaction est principalement permise par le surplus économique – de concourir à la définition de la « vie bonne ».

Avec la crise environnementale, il devient de plus en plus difficile et coûteux de satisfaire ces besoins authentiques, qui plus est dans un cadre financier contraint. La crise du capitalisme naît précisément du constat selon lequel le système en place ne réussirait plus à satisfaire les besoins élémentaires de l'humanité. De multiples autres facteurs expliquent par ailleurs la difficulté à satisfaire ces besoins : le temps passé au travail (40% du temps individuel est dédié à celui-ci, en moyenne, dans l'OCDE), la fatigue ou encore la standardisation de la consommation. Aussi, dans la théorie critique des besoins, la réduction du temps de travail – et par extension le temps libre – constituent une « mesure [centrale] de la richesse » (Marx).

Parallèlement aux besoins authentiques, il existe des besoins artificiels. En effet, la production crée le consommateur (Karl Marx, *Grundrisse*), dans la mesure où l'objet consommé détermine le besoin et la production détermine l'objet. L'individu se trouve d'autant plus aliéné qu'il perd de vue les besoins authentiques, par exemple par un recours massif et polluant à l'avion low cost plutôt qu'à un usage parcimonieux de l'avion. Cet évincement des besoins authentiques par des besoins artificiels est au demeurant le ferment de mouvements d'émancipation, dirigés contre un système empêchant la satisfaction des besoins prioritaires : en témoignent les émeutes de la faim de 2007-2008 dans le monde.

2-3.

La lutte contre la déprivation et l'addiction

L'accumulation du capital prend aujourd'hui sa source dans la vie elle-même, Razmig Keucheyan qualifiant cet état de fait de « biocapitalisme ». Cet enracinement du capital dans la vie se manifeste de deux façons : d'un côté, la vie engendre directement de la valeur (marchandisation de la santé, par exemple) ; de l'autre, la vie subit indirectement les effets de l'accumulation capitaliste (la pollution lumineuse perturbe les cycles d'endormissement et l'attention).

Le capitalisme, biologisé, est aussi cosmologisé. En d'autres termes, il assujettit à sa logique le cosmos, c'est-à-dire le monde. L'ensemble des sphères de l'existence se retrouve articulé autour de lui. On ne fait ainsi plus l'expérience, par exemple, de la nuit intégrale, à l'heure de la pollution lumineuse.

Biologisé et cosmologisé, le système économique transforme des ressources jusqu'alors abondantes (ou situées au-delà de la rareté, à l'instar du ciel étoilé) en biens rares (difficulté croissante à admirer les étoiles du fait de la pollution lumineuse). La rareté, artificielle, porte en premier lieu préjudice aux classes populaires, moins à même de se procurer les ressources manquantes. Néanmoins, elle est aussi génératrice de luttes nouvelles, qui visent à protéger la vie au sein de laquelle le capitalisme s'est immiscé.

Les membres des sociétés frappées par ce phénomène de rareté des ressources se trouvent dans un état de déprivation. Plus qu'une privation, la déprivation renvoie à la non-satisfaction *nouvelle* d'un besoin *jadis* rempli. En d'autres termes, elle conduit à faire l'expérience de la perte.

Dans ce contexte, il convient de désaliéner les sociétés, c'est-à-dire de constituer en objet de revendication politique ce que le capitalisme a endommagé.

Il s'agit également de restructurer les modes de vie, en sortant de l'addiction consumériste. En effet, à ce jour, entre 1 et 8% de la population mondiale serait victime d'oniomanie, c'est-à-dire d'une manie de l'achat. Parmi les personnes concernées, 80 à 90% seraient des femmes, du fait d'une socialisation tendant à ériger les comportements de consommation en comportements féminins.

La sortie de l'addiction n'est pas entreprise impossible, Razmig Keucheyan s'appuyant sur l'exemple de l'alcoolisme – érigé en problème social dès la fin du XIX^e parmi la classe ouvrière (Zola publie en 1877 son roman *L'Assommoir*). Dès cette époque, en effet, les socialistes débattent de la façon de lutter contre l'alcoolisme, associé à une aliénation du travailleur dans la mesure où cette addiction le détourne de son rôle révolutionnaire et illustre la prise de possession de l'ouvrier par le capitalisme. Si, au départ, le paternalisme des ligues de tempérance conduit le mouvement ouvrier à se méfier de la prise en charge de l'addiction, certains courants socialistes sont progressivement convaincus de la nécessité de s'en préoccuper. En 1909, la Fédération des ouvriers antialcooliques voit ainsi le jour.

4-5.

Changer les choses.

Vers un communisme du luxe ?

L'objet est à l'origine du besoin, expliquant l'intérêt pour le façonnement de l'objet (ergonomie, *etc.*) et sa cadence de production. Pris dans les filets de l'accélération de nos sociétés (Hartmut Rosa, *Accélération*, 2010), alors même que nous disposons de peu de temps, nous sommes conduits à acquérir sans cesse de nouveaux objets dans l'espoir différé de trouver le temps d'en jouir *a posteriori*.

Compte tenu des effets environnementaux et sociaux qu'emportent productivisme et consumérisme, l'enjeu est de conjurer le renouvellement continu des objets. Pour ce faire, la garantie apparaît comme un instrument utile, et, plus précisément, l'extension de la garantie – *a fortiori* aux biens semi-durables (vêtements, chaussures, *etc.*) non concernés jusqu'à présent. 80% des marchandises sous garantie sont rapportées au vendeur pour réparation, contre moins de 40% après échéance.

L'extension de la garantie n'est cependant pas chose aisée : elle se heurte à l'objection d'une partie des industriels, qui mettent notamment en avant un risque d'essoufflement de l'innovation, *in fine* au préjudice du consommateur.

L'intérêt de garanties étendues se comprend d'autant mieux que les transformations du capitalisme ont altéré les conditions de la transaction marchande. Avec la mondialisation, en effet, la production a été éclatée autant que massifiée. Dans ce contexte, il devient plus compliqué de connaître les qualités et vices du bien acquis.

La volonté de protéger le consommateur n'est d'ailleurs pas récente. Tout au long du XX^e siècle, des institutions publiques se mettent de fait en place à cette fin. En 1914,

par exemple, une agence gouvernementale – la Federal Trade Commission – est mise sur pied outre-Atlantique pour empêcher les pratiques commerciales trompeuses ou injustes.

De plus, pour échapper à la logique de rotation rapide, il est possible de dégager de nouvelles conceptions de la marchandise. L'une, en particulier, doit tendre à la production de biens « émancipés ». De tels biens présentent quatre caractéristiques : la robustesse, pour en assurer la permanence dans le temps ; le caractère démontable, pour en faciliter la réparation ; l'interopérabilité, pour permettre à ces biens de fonctionner avec d'autres ; le caractère évolutif, pour rendre possible l'intégration des évolutions technologiques futures.

Premier pas vers un monde postcapitaliste, le bien émancipé doit ouvrir la voie à un « communisme du luxe » – concept remontant à la Commune de Paris (qui valorisait le « luxe communal »). Ce dernier ne signifie pas que les produits les plus coûteux deviendraient accessibles à tous, mais que les individus auraient accès à des biens de meilleure facture, ces biens étant – par exigence de soutenabilité – moins nombreux.

Afin de faire advenir une telle phase du capitalisme, la construction de coalitions favorables à cette évolution s'impose.

6.

Politique des besoins

La division entre mouvements écologiste et ouvrier a joué un rôle structurant dans le champ politique lors de la seconde moitié du XX^e siècle, aussi bien dans les pays du Nord que du Sud. En effet, historiquement, le mouvement ouvrier en développement a placé sa foi dans les effets bénéfiques de la production, en témoignent le programme du Front Populaire ou encore du Conseil national de la Résistance.

Cela ne signifie pas pour autant que la division entre les deux mouvements a été absolue : les syndicats prennent peu à peu conscience de l'importance des thématiques écologiques au cours des années 1960, alors même que les salariés sont les premières victimes des atteintes à l'environnement ; la notion de « cadre de vie » se fraie progressivement une voie dans les mentalités, même si les considérations environnementales sont encore loin de jouer un rôle structurant dans la seconde moitié du siècle. Néanmoins, alors que les classes ouvrières des pays du Sud se développent, il serait possible que, contrairement aux classes ouvrières des pays du Nord, elles intègrent d'emblée à leur lutte la question écologique.

Pour affronter les conséquences de la crise environnementale, les mouvements écologiste et ouvrier doivent en tout cas converger. Des coalitions favorables à la lutte contre la dégradation de l'environnement doivent se former, en acceptant qu'une partie de la société – en l'espèce, les producteurs – soit lésée par l'inflexion en faveur de l'environnement. En d'autres termes, le discours écologiste dominant est jugé inefficace, dans la mesure où l'injonction faite à la société de dépasser ses divisions sans occasionner de torts à certains groupes sociaux n'est pas réaliste.

La lutte contre la crise environnementale suppose également une convergence des producteurs et des consommateurs. Aux États-Unis, l'une des premières associations de consommateurs – Consumers Research (CR) – a considéré la consommation comme relevant d'une sphère autonome (laissant donc aux syndicats la régulation de la production). Sa scission, en 1935, a néanmoins débouché sur la naissance de la Consumers Union (CU) jugeant pour sa part inséparables consommation et production. Le boycott lui est notamment apparu comme un instrument commode pour lier ces deux sphères. Cependant, la convergence précoce entre consommateurs et producteurs a cessé. La CU a ainsi été visée dès les années 1930 par des accusations de communisme, et encore affaiblie à l'heure du maccarthysme. La France a connu un schéma analogue, en pleine guerre froide, l'État ayant imposé la séparation des deux sphères.

Alors que Razmig Keucheyan envisage comme caractéristique du capitalisme cette séparation, l'enjeu serait de rebâtir l'unité perdue. Il préconise, à cette fin, la création d'associations de producteurs-consommateurs, amenées à contrôler une part grandissante de l'activité économique – en complément ou en substitut des opérateurs privés. Elles auraient à délibérer les besoins à satisfaire : que produire, pour satisfaire quels besoins ? L'analogie entre ces associations et les conseils ouvriers issus des processus révolutionnaires du XX^e siècle, chargés d'organiser la vie sociale à petite échelle (police, garde d'enfants, *etc.*), est revendiquée.

7.

À la recherche de la démocratie écologique

Dans le contexte de crise environnementale que nous traversons, Razmig Keucheyan n'envisage pas d'effondrement à moyen terme, mais, en revanche, une accélération du rythme de la politique, avec une dialectique conflictuelle entre les autorités et les collectifs politiques se trouvant « à la base » (à l'image des associations de producteurs-consommateurs).

Afin d'éviter une confrontation de cette nature, il est urgent de délibérer à propos des besoins liés aux secteurs ayant l'empreinte carbone la plus élevée (35% des émissions de gaz à effet de serre proviennent du secteur de l'énergie ; 24% de l'agriculture et de la forêt). L'enjeu va *in fine* être de classer les besoins, afin de définir une structure des besoins qui soit à la fois soutenable environnementalement et dédiée prioritairement à la satisfaction des besoins authentiques.

Si, pour l'heure, la transition environnementale apparaît plutôt appréhendée sous un angle technocratique (en particulier au travers de la notion de planification, structurante au XX^e siècle et remise à l'ordre du jour progressivement), il importe d'y insuffler une dimension plus politique.

Pour ce faire, plusieurs solutions ont été avancées. D'une part, Bruno Latour a proposé d'inclure dans les négociations climatiques, au-delà des États, la société civile. La science ne saurait en effet être seule invoquée en matière de politiques environnementales, car elle ne constitue pas en elle-même une politique. D'autre part, Dominique Bourg a suggéré d'instaurer une « Assemblée du futur » (Dominique Bourg et Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique*, 2010) en réponse à la « myopie

des démocraties » diagnostiquée par Pierre Rosanvallon (« Le souci du long terme », *in* Dominique Bourg et Alain Papaux (dir.), *Vers une société sobre et désirable*, 2010). Axées sur le court terme, les démocraties doivent voir à plus long terme, ce qu'elles ne sont pas incapables de faire au demeurant (en témoigne par l'exemple la création de la Sécurité sociale) et ce que, en l'espèce, l'Assemblée du futur permettrait de faire. Son rôle ne serait pas tant de voter la loi que d'alerter le Parlement sur les textes en discussion comportant un risque écologique ou encore de proposer des textes au Parlement.

Néanmoins, les propositions de Bruno Latour et Dominique Bourg ne prennent pas en compte la racine du problème identifié par Razmig Keucheyan, à savoir la dialectique entre consumérisme et productivisme ainsi que les besoins artificiels générés en permanence par cette dialectique. Pourtant, c'est bien le capitalisme développé depuis la première révolution industrielle qui apparaît à l'origine de la crise environnementale.

À propos

LeDoTank

LeDoTank est une association dont la vocation est de chercher à combler le déficit de connaissance et de compréhension de ce que sont les entreprises moyennes ; déficit qui touche tous les champs : gouvernance, RSE, financement, performance sociale, etc.

LeDoTank s'inscrit dans l'écosystème des entreprises moyennes en initiant des projets qui associent entrepreneurs, experts et chercheurs pour mieux identifier leurs enjeux propres et chercher à mettre en avant leur singularité afin de proposer des solutions adaptées. Il s'agit de contribuer au renouvellement de leurs pratiques et d'informer les décideurs des règles du jeu sur les spécificités de ces entreprises.

Pour progresser dans ces différentes voies, leDoTank peut compter sur ses partenaires : ce sont des entreprises ou des organisations consacrant des ressources – financières et/ou humaines – à la recherche de réponses concrètes aux enjeux sociétaux qui touchent leurs marchés ou leur environnement direct, mais aussi plus largement, l'intérêt commun.

Contact leDoTank

Lorraine HARRIS
Déléguée Générale
Lorraine@ledotank.com

Nexia S&A

Nexia S&A est un groupe de 500 professionnels, dont 48 associés, spécialisé en audit, expertise comptable et conseil de la direction financière.

Le groupe et ses équipes apportent à leurs clients, PME, ETI et grands groupes, des solutions créatrices de valeurs dans les domaines comptables, financiers et ESG et les accompagnent pour les mettre en œuvre.

Nexia S&A cultive ses valeurs d'esprit d'équipe, confiance et compétence, et fonde son indépendance sur une totale maîtrise de son capital par ses associés et salariés.

Le groupe poursuit une stratégie de croissance maîtrisée fondée sur la présence de ses associés et managers sur le terrain, une offre de services évolutive, la généralisation du digital, une dimension internationale et le développement de la RSE tant en interne qu'au service de ses clients.

Nexia S&A exprime sa responsabilité sociétale dans sa gouvernance et ses pratiques managériales, et est très heureux d'accompagner leDoTank dans sa mission.

Contact Nexia S&A

Olivier JURAMIE
Associé – Directeur Général
o.juramie@nexia-sa.fr

La collection "Lu pour vous"

- n°1 : Les marchés à l'épreuve de la morale
- n°2 : La nouvelle question laïque. Choisir la République
- n°3 : Les relations marchandes face au don
- n°4 : Économie utile pour des temps difficiles
- n°5 : Peut-on penser une liberté sans abondance ?
- n°6 : La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908)
- n°7 : La gouvernance par les nombres
- n°8 : Le capital au XXI^e siècle
- n°9 : Refonder l'entreprise
- n°10 : Les Marchands et le Temple
- n°11 : La société selon Friedrich Hayek
- n°12 : Humanité. Une histoire optimiste
- n°13 : Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie
- n°14 : Printemps silencieux
- n°15 : La crise de l'État-providence
- n°16 : Enrichissement
- n°17 : Terre-Patrie
- n°18 : Temps, économie et modernité
- n°19 : Les révoltes du ciel
- n°20 : La Voie pour l'avenir de l'humanité
- n°21 : L'État ou la violence maîtrisée
- n°22 : Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail
- n°23 : L'impossible automation
- n°24 : L'État consacré par le risque
- n°25 : La 6^e extinction : Comment l'Homme détruit la vie
- n°26 : Le principe de solidarité
- n°27 : Le mythe du déficit. Vers une économie du peuple
- n°28 : La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales
- n°29 : Représenter et gouverner. Une histoire de l'élection
- n°30 : Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole
- n°31 : Les désordres du travail. Enquêtes sur le nouveau productivisme
- n°32 : Une histoire des règles en Occident
- n°33 : La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande
- n°34 : La naissance du principe de précaution. Responsabilité de l'avenir et avenir de la responsabilité
- n°35 : Le travail pressé. Pour une écologie des temps du travail
- n°36 : Penser les risques du progrès. Sociétés du risque et modernité réflexive
- n°37 : Le nouvel esprit du capitalisme
- n°38 : Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme